

La crise agricole n'est pas simplement affaire d'économie. C'est aussi une question sociale. Le Canada peut-il se permettre de perdre son secteur agricole? Pouvons-nous laisser un nombre croissant d'agriculteurs faire faillite? Quelles sont les répercussions sociales de cet état de choses? Assurément, quoiqu'il y ait un peu de bon sens trouverait cette situation inadmissible et voudrait que nos agriculteurs puissent subvenir à leurs besoins.

Nous devons préserver la partie du pays habitée par les agriculteurs. Les statistiques montrent qu'il y a de moins en moins de familles qui vivent de l'agriculture et que, de plus en plus, celles qui restent sont remplacées par de grandes exploitations industrielles. Je pense que, indépendamment de notre parti, nous trouvons tous cela inacceptable. Nous sommes tous résolus à vouloir conserver à la ferme familiale sa rentabilité, dans l'intérêt de tout le pays, mais surtout de l'agriculture même. Du point de vue social, il n'est pas souhaitable que l'agriculture devienne la chose des grandes entreprises. En fait, cela conduirait à une nouvelle forme de féodalisme. Au temps de la féodalité, les nobles possédaient d'immenses propriétés et les gens qui travaillaient sur ces terres étaient des métayers ou, si l'on veut, des travailleurs agricoles salariés, plutôt que des propriétaires.

Nous devons reconnaître le problème que nous avons. Ce problème n'est pas simplement celui des agriculteurs; c'est le problème de tous. Si nous n'avons pas un secteur agricole viable et sain, nous en souffrirons tous. Lorsque l'agriculture connaît une mauvaise année, les gens de ma circonscription, celle de Regina-Est, en souffrent également. Les petits commerçants et les entreprises au service du secteur agricole voient leur chiffre d'affaires baisser. Cela se traduit par des mises à pied et une diminution de l'activité économique à Regina. Toute la ville et toute la province en souffrent. C'est la même chose en Ontario, au Québec ou dans les autres régions industrialisées. Si l'agriculture va mal, les sociétés ne peuvent pas vendre leurs machines agricoles et doivent licencier des employés. Les secteurs de la fabrication, des services, du gros et du détail en Ontario, au Québec et dans les grands centres industriels en pâtissent également. Par conséquent, le bien-être de notre secteur agricole est important pour tous les Canadiens où qu'ils soient.

Ce que nous connaissons en ce moment, ce n'est pas une crise de l'agriculture, mais bien une crise nationale. Et c'est une crise que nous devons combattre. Malheureusement, ce n'est pas le projet de loi C-25 qui fera grand-chose. Jusqu'à présent, le gouvernement conservateur n'a guère montré qu'il reconnaissait la gravité du problème et qu'il était capable de faire quoi que ce soit. En dépit des promesses faites pendant la campagne électorale, nous n'avons pas vu beaucoup de mesures concrètes.

Au cours de la campagne, les conservateurs ont dénoncé les années d'inaction des libéraux et ont promis de protéger l'exploitation familiale. Pour être précis, le gouvernement progressiste conservateur avait promis un organisme d'examen des finances agricoles pour arbitrer la négociation des dettes des agriculteurs. A ce moment-là, le premier ministre (M. Mulroney) avait dit à l'Empire Club et au Canadian Club que 100 millions de dollars d'argent frais seraient affectés, en 1985-1986, au financement des hypothèques agricoles. Nous avons entendu beaucoup de belles promesses l'été dernier. Il est regrettable qu'elles n'aient pas été mises en pratique. Nous

regrettons l'absence de mesures législatives donnant suite aux promesses électorales des conservateurs.

Les députés gouvernementaux ont certainement eu le temps de préparer des mesures qui aideraient à soutenir l'économie agricole. Pourtant, tout ce que nous avons, c'est le projet de loi C-25. Comme tout le monde le reconnaît, ce n'est rien d'autre que le projet de loi C-50 de M. Whelan, présenté il y a presque un an. Cela ne contribue en rien à la solution du problème fondamental de l'agriculture. Elle prévoit la stabilisation en fonction des prix du marché, mais sans tenir compte des futures augmentations de coût. Cette mesure ne contribuera nullement à augmenter les prix et les revenus agricoles nets. Elle est donc insuffisante puisqu'elle n'offre pas de programme de stabilisation qui corresponde effectivement, ou commence à le faire, aux coûts réels auxquels font face les producteurs de viande rouge.

En étalant les prix du marché sur quelques années, le projet de loi assure un infime progrès, mais c'est insuffisant puisque le marché proprement dit n'a pas rapporté au producteur un revenu qui lui permette de faire face à ses coûts de production, ni un rendement satisfaisant sur son capital et son travail. C'est un régime de stabilisation qui repose sur les prix en vigueur depuis un certain nombre d'années, lesquels sont inférieurs aux coûts de production réels. Il s'agit donc d'une stabilisation qui repose sur des prix insuffisants.

• (1550)

Nous avons exhorté le gouvernement à reconnaître qu'il faut élaborer un régime d'assurance ou un programme de stabilisation basé sur les coûts. Voilà le genre de programme que nous souhaitons voir adopter par le gouvernement. Nous voulons un programme qui repose sur les coûts de production réels, qui garantisse aux agriculteurs un taux de rendement raisonnable sur leurs investissements en capital et en travail, afin que les agriculteurs et producteurs canadiens puissent jouer leur rôle important tout en ayant l'impression que leur gouvernement et leur pays se préoccupent suffisamment d'eux pour leur garantir un taux de rendement satisfaisant sur leur production.

Cette proposition n'est pas exagérée. Chacun s'entend à dire que l'agriculture est moins subventionnée au Canada que dans les autres pays du monde. Aux États-Unis, l'agriculture est subventionnée par le biais de divers programmes. La Communauté économique européenne subventionne ses agriculteurs de diverses façons. Les agriculteurs canadiens sont les plus efficaces au monde, mais, face à la concurrence étrangère subventionnée, ils n'ont pas une chance. Ils en ont s'ils livrent individuellement concurrence aux agriculteurs ou aux éleveurs d'Irlande, de France, d'Allemagne, d'Iowa ou d'un autre pays, mais ils n'ont pas une chance s'ils doivent soutenir la concurrence d'agriculteurs subventionnés par leur gouvernement. N'est-ce pas le moment pour nous de cesser d'espérer que nos agriculteurs pourront soutenir seuls et sans aide la concurrence de producteurs d'autres pays du monde qui eux, sont soutenus par leurs gouvernements respectifs? N'est-ce pas le moment de commencer à garantir à nos agriculteurs un juste taux de rendement sur leurs opérations? Les agriculteurs ne demandent pas beaucoup, ils demandent simplement un juste taux de rendement.